



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Departmental Individual Standing Offer (DISO)

Offre à commandes individuelle du département(OCID)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Training and Specialized Services Division/Division
de la formation et des services spécialisés
Terrasses de la Chaudière 5th Floor
Terrasses de la Chaudière 5e étage
10 Wellington Street,
10, rue Wellington,
Gatineau
Québec
K1A 0S5

| | |
|--|---|
| Title - Sujet Fairness Monitoring Services | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation EP740-191512/C | Date 2020-01-27 |
| Client Reference No. - N° de référence du client 20191512 | Amendment No. - N° modif. 003 |
| File No. - N° de dossier 150zh.EP740-191512 | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$ZSH-150-37154 | |
| Date of Original Request for Standing Offer 2019-12-12 | |
| Date de la demande de l'offre à commandes originale | |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-02-12 | |
| Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hall, Mark | Buyer Id - Id de l'acheteur 150zh |
| Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-8626 () | FAX No. - N° de FAX () - |
| Delivery Required - Livraison exigée | |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: See herein | |
| Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre. | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | | |
|--|--|---|
| Acknowledgement copy required Accusé de réception requis | Yes - Oui <input type="checkbox"/> | No - Non <input type="checkbox"/> |
| The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre. | | |
| Signature | Date | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | | |
| For the Minister - Pour le Ministre | | |

Modification 003 à la demande de soumissions

La présente modification vise à :

- A) répondre aux questions soulevées par l'industrie ; et
- B) apporter des modifications au document de la DOC.

A. Questions et réponses

Q5. Si le représentant de l'offrant détient un titre professionnel, est-ce qu'il peut signer les rapports de surveillance de l'équité?

R5. Pour que le représentant de l'offrant puisse signer les rapports de surveillance de l'équité (SE), il doit avoir été préqualifié à titre de surveillant de l'équité dans le cadre de l'offre à commandes.

Pour chaque commande subséquente, l'un des surveillants de l'équité proposés doit détenir un titre professionnel. Il n'y a pas de limite au nombre de surveillants de l'équité qui peuvent travailler sur une commande subséquente (projet) pourvu qu'ils respectent tous les exigences relatives à la sécurité.

Q6. Un chef d'équipe est généralement une personne qui possède plusieurs années d'expérience en SE et qui peut aider le spécialiste de la SE et son remplaçant à résoudre des problèmes d'équité précis lorsqu'ils se présentent. Puisqu'habituellement une commande subséquente requiert les services d'un chef d'équipe, celui-ci peut intervenir pour résoudre des problèmes d'équité, si nécessaire. Sans chef d'équipe, nous craignons la perte de cette expertise nécessaire. Pourra-t-on consulter les ressources de l'offrant qui ne participent peut-être pas à la commande subséquente? Votre réponse à cette question aura des répercussions sur notre capacité à soumissionner une offre.

R6. Non, il ne sera pas possible de consulter les ressources de l'offrant qui ne participent pas à la commande subséquente au sujet d'une préoccupation relative à l'équité.

Pour résoudre les problèmes d'équité, il sera possible de consulter une ressource que si cette dernière a été préqualifiée en tant que surveillant de l'équité dans l'offre à commandes et si elle satisfait aux exigences de sécurité associées à chaque commande (projet). Les fonctions de chef d'équipe et de spécialiste de la SE sont maintenant regroupées dans un seul rôle, celui de « surveillant de l'équité ». Puisqu'il n'y a pas de limite au nombre de surveillants de l'équité qui peuvent travailler sur une commande subséquente (projet), d'autres surveillants de l'équité de l'entrepreneur visés par la commande subséquente peuvent détenir l'expertise nécessaire pour résoudre des problèmes précis.

Q7. Étant donné que de 4 à 10 ressources de SE constituent un nombre assez important, certaines ressources de SE pourraient devoir se rendre dans la région de la capitale nationale (RCN) pour assister aux réunions en personne. Il est difficile d'estimer des taux compétitifs lorsque le niveau de participation requis en personne à Ottawa est inconnu et peut varier considérablement d'une commande à l'autre. Le Canada peut-il estimer le nombre d'heures/de jours où une présence physique serait nécessaire à Ottawa? Votre réponse à cette question aura des répercussions sur notre capacité à soumissionner une offre.

R7. Le Canada n'est pas en mesure d'estimer le nombre d'heures/jours où une présence physique serait nécessaire dans la RCN.

Afin de se qualifier dans le cadre de l'offre à commandes, une entreprise doit avoir à tout le moins quatre (4) ressources qualifiées. Cela permet de s'assurer qu'il y aura des ressources disponibles pour répondre à de multiples commandes subséquentes, pour agir à titre de surveillants de l'équité remplaçants et/ou pour toute commande subséquente (projets) qui nécessite le travail simultané de plus d'un surveillant de l'équité.

Q8. Est-ce que les titres professionnels suivants peuvent être acceptés dans le cadre de la demande d'offre à commandes :

- **Urbaniste professionnel agréé (RPP);**
- **Membre de l'Institut canadien des urbanistes?**

R8. Les titres professionnels qui satisfont à la définition et aux critères ci-dessous seront acceptés. L'offrant est responsable de fournir une preuve que le titre professionnel proposé satisfait à la définition.

« Le titre professionnel est défini comme suit :

Attestation par une tierce partie du niveau de connaissance ou de compétence d'une personne dans une certaine industrie ou profession et qui est obtenue par une personne qui a satisfait aux normes de son association professionnelle et de l'organisme de réglementation. Il doit exister un code de déontologie pour le titre professionnel afin de maintenir des normes auxquelles les membres de cette profession doivent se conformer et d'assurer la responsabilisation, la responsabilité et la confiance envers la personne que la profession sert.

L'offrant doit fournir une preuve du titre professionnel de la ou des ressources proposées comme surveillant de l'équité. »

Q9. CTO3 stipule que «En ce qui concerne les ressources proposées comme surveillant de l'équité ci-dessus dans le CTO2, l'offrant doit clairement démontrer que chacune des ressources proposées comme surveillant de l'équité possède au moins 75 jours d'expérience en approvisionnement gouvernemental aux niveaux fédéral, provincial et/ou municipal...». La Couronne peut-elle confirmer que ce critère comprend les ministères, les agences, les sociétés d'État et tous les autres organismes du secteur parapublic tels que les collèges, les hôpitaux, les universités, qui sont soumis aux règles et directives gouvernementales en matière d'approvisionnement applicables aux services de surveillance de l'équité?

R9. Oui. L'expérience des ministères, des agences, des sociétés d'État et des organismes du secteur parapublic telles que les collèges, les hôpitaux et les universités qui sont soumis aux règles et directives gouvernementales en matière de passation des marchés peut être incluse dans CTO3.

Q10. Nous aimerions demander une prolongation de deux semaines à la DOC susmentionnée.

R10. Le Canada reportera la date de clôture au 12 février 2020.

B. Modifications au document de la DOC

1. La date de clôture de la DOC a été modifiée pour :

12 FÉVRIER 2020 À 14 H 00 HNE

Tous les autres termes et conditions demeurent inchangés.